

Le Rassemblement des Cercles Communistes

Brochure de présentation

Juillet 2008



www.rassemblementcommuniste.org
rcc@rassemblementcommuniste.org

Cercle Henri Barbusse de Culture Ouvrière et Populaire

cerclebarbusse@wanadoo.fr

Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais

coordcommuniste@numericable.fr / BP51 59007 Lille CEDEX

Cercle Communiste d'Alsace

cercle.communistealsace@yahoo.fr

Cercle Communiste de Région Parisienne

cercle.communiste@free.fr

Préambule

Après la « mutation » social-démocrate définitive du Parti Communiste Français, dans un climat de reflux révolutionnaire sans précédent, l'ensemble des cercles et organisations se réclamant du marxisme-léninisme et luttant pour la reconstruction d'un véritable Parti communiste révolutionnaire, apparaît fortement divisé.

Mais des formes nouvelles d'unité émergent nécessairement aujourd'hui, chacun prenant plus ou moins conscience du danger sectaire et fractionniste au sein du mouvement communiste, ainsi que de la menace trotskiste profitant des reculs historiques successifs du PCF dans le « paysage politique » national.

Des rencontres entre organisations ont lieu, des occasions d'unité d'action ou d'unification idéologique sont recherchées, à travers le CNU (Comité National pour l'Unification du mouvement communiste en France), la CAC (Confédération d'Action Communiste), des initiatives ponctuelles à l'échelle locale ou nationale, etc. Nous avons évidemment participé à ces initiatives sans sectarisme et dans un esprit d'ouverture.

Nécessaires, ces expériences restent toutefois limitées et pour certaines contre-productives, dans la perspective d'une réorganisation du mouvement communiste allant dans le sens de la reconstruction d'un Parti solide. Le rassemblement en front des cercles et organisations communistes doit se réaliser sur des bases programmatiques claires, et en tenant compte des étapes objectives à franchir.

Le 2 décembre 2007, prenant acte d'un degré d'unité idéologique et d'action suffisant entre eux, quatre cercles communistes décident de s'organiser dans une forme transitoire nouvelle : le *Rassemblement des Cercles Communistes* (RCC).

Nous publions ci-dessous les textes fondateurs du RCC, ainsi que d'autres textes plus anciens du Cercle Henri Barbusse, rendant compte de nos analyses et de notre démarche.

Nous renvoyons également les lecteurs à la brochure du Cercle Barbusse publiée en juin 2007 et intitulée « *L'échec du front antilibéral. Inexistence d'une vraie aile anticapitaliste et d'un vrai Parti communiste en France* »*, texte qui aborde notre tactique politique dans la période actuelle.

Le Rassemblement des Cercles Communistes, comme son nom l'indique, est ouvert à l'ensemble des organisations, groupes ou cercles communistes, locaux ou « nationaux ». Nous soumettons nos textes à l'étude et à la critique de chacun. Pour mieux s'unir, d'après le mot de Lénine, il faut se démarquer. Ce mot souvent cité n'a jamais signifié « se démarquer pour se démarquer », mais plutôt exprimer clairement ce qu'on est et ce qu'on veut : nous faisons le souhait que ces textes y contribuent, dans l'objectif de nous **unir**, et pour poser un jalon supplémentaire dans la lutte essentielle pour la reconstruction du parti dont la classe ouvrière et les masses travailleuses ont besoin.

14 juillet 2008

* Texte téléchargeable sur :

http://cercles.communistes.free.fr/chb/publi.php?idArticle=2007_Causes_Echec_FAL

SOMMAIRE

Page 4 ▶ Acte de fondation du Rassemblement des Cercles Communistes
(2 décembre 2007)

Page 5 ▶ Rapport du Cercle Henri Barbusse à la conférence inter-cercles
du 2 décembre 2007

Page 10 ▶ La question de l'unité des communistes et le Comité National pour
l'Unification du mouvement communiste en France (2 avril 2008)

Page 16 ▶ Pour une formation marxiste-léniniste au service de la construction d'un
Parti communiste et adéquate à notre étape de développement (2 avril 2008)

Page 20 ▶ *Supplément* : Le processus marxiste-léniniste de la construction du Parti
(Cercle Henri Barbusse, 11 janvier 2004)

Page 23 ▶ *Réédition* : Rapport sur la stratégie de reconstruction du PCF
(Cercle Henri Barbusse, 12 novembre 2000)

Acte de fondation du Rassemblement des Cercles Communistes (RCC)

2 décembre 2007

Le Cercle Henri Barbusse de Culture Ouvrière et Populaire, la Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire, le Cercle Communiste d'Alsace, le Cercle Communiste de la Région Parisienne, réunis en conférence inter-cercles le 2 décembre 2007, après avoir échangé leurs analyses de la situation politique nationale et internationale considèrent que :

1. La tâche centrale à l'ordre du jour pour notre période est la reconstruction d'un parti communiste sans lequel aucune contre-offensive n'est possible face à la contre-révolution. Cette reconstruction ne peut être qu'un processus dialectique qui connaîtra des phases de développement quantitatif et des sauts qualitatifs. Elle se situe en conséquence à l'inverse d'une auto-proclamation d'une part et de l'attente idéaliste d'une émergence spontanée par les luttes sociales d'autre part. Elle suppose que les communistes des différentes organisations prennent leurs responsabilités pour s'ancrer dans l'avant-garde ouvrière, pour construire leur unité idéologique et politique, pour sortir des chauvinismes d'organisation, de chapelle et de leaderships.
2. Le travail mené en commun depuis plusieurs années a renforcé l'unité idéologique et politique entre nos cercles, développé quantitativement et qualitativement chacun d'entre eux, ancré nos militants dans les batailles concrètes de la dernière période. Notre effort commun d'articuler théorie révolutionnaire et pratique dans le mouvement social tel qu'il est concrètement, est la source de nos progrès quantitatifs et qualitatifs.
3. L'engagement commun dans tous les espaces et initiatives visant à la convergence des organisations et militants communistes, et ce en dépit de nos divergences tactiques et stratégiques, est un autre signe de notre maturité. L'unité communiste est une lutte qui suppose à la fois d'éviter le sectarisme et de se contenter d'une unité de façade. Polémique communiste sur les divergences et action commune sur tous les points de convergences aussi petit soient-ils, sont pour nous les deux piliers de la reconstruction. L'attente de la création spontanée ou volontariste d'une organisation « pure » est une illusion idéaliste qui ralentit le processus de reconstruction d'un parti communiste.

Les organisations réunies décident en conséquence :

1. De tirer les leçons de nos progrès quantitatifs et qualitatifs en les traduisant par un seuil plus élevé de l'organisation commune ;
2. De développer l'expression politique commune correspondant à notre degré d'unité plus grand avec en particulier la transformation du journal « *Chantiers* » en organe commun. Né d'une unité plus grande, ce journal commun a aussi pour objectif de renforcer cette unité ;
3. De développer la politique d'éducation marxiste-léniniste selon un plan commun qui tienne compte des spécificités de chacune des localités et de chacun des cercles ;
4. De développer des axes de stratégie, de propagande et d'agitation communs que chacun devra adapter à ses spécificités concrètes ;
5. D'intervenir de concert dans l'ensemble des espaces de convergence avec d'autres organisations communistes.

Pour réaliser toutes ces tâches, les organisations réunies décident :

6. De mettre en place, un **RASSEMBLEMENT DES CERCLES COMMUNISTES**.

Rapport du Cercle Henri Barbusse

A la conférence inter-cercles du 2 décembre 2007

La *Coordination Communiste Nord-Pas-de-Calais pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire*, le *Cercle Communiste d'Alsace*, le *Cercle Communiste de la Région Parisienne* et le *Cercle Henri Barbusse de culture ouvrière et populaire* se réunissent aujourd'hui pour examiner et décider la mise en place du *Rassemblement des Cercles Communistes* (RCC).

Ce rassemblement indique qu'un certain niveau d'unité politique a été atteint entre nos cercles respectifs qui nécessitent de coordonner notre travail commun.

Ce rassemblement reflète aussi la conscience que la marche vers la reconstruction d'un Parti Communiste héritier et continuateur du PCF - section française de l'Internationale Com-

muniste- né à Tours en 1920, nécessite des formes organisationnelles appropriées à chaque étape. Formes d'organisation déterminées par les tâches du moment, dans le strict respect de l'exigence léniniste consistant à « se démarquer pour s'unir » étroitement liée au principe d'unité d'action léniniste.

Nous sommes à une époque de défaite contre-révolutionnaire où la démocratie - comprise ici comme le débat idéologique et politique le plus ouvert et le plus large possible - doit se combiner avec la plus forte centralisation possible de l'unité d'action révolutionnaire anticapitaliste : Démarcation idéologique et unité d'action des marxistes-léninistes contre la social-démocratie, le révisionnisme et le trotskisme.

1) Bref historique de la lutte pour la reconstruction du PC révolutionnaire

Le processus de social-démocratisation du PCF dans le sillage de la prise de pouvoir des révisionnistes/trotskistes khrouchtchéviens dans la période 1953/1960 a connu différentes étapes :

- Les hésitations centristes de la direction du PCF sous Thorez, Duclos, Frachon qui a, à la fois, concilié et résisté face à l'offensive anti-staliniste de la direction révisionniste du PCUS, vite relayée par l'impérialisme ;
- Le centrisme face à l'opportunisme de droite antisoviétique qu'est « l'eurocommunisme », puis son adoption plus tard ;
- Le tournant opportuniste du « programme commun PS/PCF » fondé sur la théorie révisionniste de la conquête parlementaire du pouvoir qui a entraîné ensuite l'abandon idéologique de la dictature du prolétariat en 1976 ;
- Les premiers travaux pratiques de la collaboration de classe au pouvoir en 1981, puis leur répétition aggravée sous l'appellation de « gauche plurielle » en 1997/2002 ;
- La chute du mur de Berlin, la défaite du socialisme réel, la désintégration du camp socialiste et la restauration du capitalisme en URSS dans les années 90, ont précipité et accéléré le cours réformiste du PCF sous la forme de la « mutation » au nom du « communisme à la française » résurgence d'une

déviation ancienne qui fut longtemps combattue au sein du PCF avec l'aide du Komintern et du Kominform.

A chaque étape, des éléments plus ou moins organisés ont, après une lutte interne plus ou moins longue, tenté de mettre en place des cadres regroupant les marxistes-léninistes. Du PCMLF maoïste dans les années 60, avec ses multiples démembrements semi-révionnistes de droite et de « gauche », puis ouvertement opportunistes, à la *Coordination Communiste* des années 90, les expériences d'opposition ont été marquées par le scissionnisme, qui a émietté les forces oppositionnelles au PCF révisionniste et réformiste, et l'incapacité notoire de s'ancrer dans le mouvement ouvrier et d'en conquérir l'avant-garde combative.

A l'origine de la *Coordination Communiste*, il y a la proposition faite par le *Cercle Henri Barbusse* à des militants PCF du Nord Pas-de-Calais de mettre en place un cadre qui serait un *front des communistes qui s'opposent à la social-démocratisation du PCF, qui défendent le camp socialiste et l'URSS ainsi que la dictature du prolétariat*.

Ce cadre est né à l'époque sous le nom de « *Coordination Communiste* ». Il fut traversé de sa fondation en octobre 1991 jusqu'à la scission de décembre 1999 et jusqu'à l'exclusion de la *Coordination Communiste* 59/62 en 2002, par le

débat sur la « renaissance » ou la « reconstruction » d'un PCF.

Tirillés entre ceux qui s'illusionnaient sur la possibilité de faire « renaître de l'intérieur le PCF héritier de Tours » et ceux qui pour « reconstruire » voulaient que « tous quittent et rompent totalement avec le PCF », nous sommes intervenus dans ce débat en développant à la fois la formule « un pied dedans et un pied dehors » et la défense de l'objectif de la reconstruction par la mise en place d'un cadre indépendant des « communistes qui veulent rester communistes », sans sectarisme vis à vis de la base du PCF. En effet, il s'agissait de condamner l'illusion d'un « redressement interne du PCF », mais aussi de se démarquer d'une répétition

saugrenue de la désastreuse expérience maoïste dans les années 60, de l'autoproclamation d'une secte pré-parti complètement coupée des militants à la base du PCF qui prennent conscience progressivement et par vagues successives de l'impasse du réformisme.

L'implosion de la *Coordination Communiste* et la multiplication des groupes issus des départs successifs du PCF permettent aujourd'hui de mesurer toute l'importance théorique et pratique du débat de la période 2000. On peut ainsi signaler de façon non exhaustive l'existence des groupes suivants : URCF, PRCF, PCOF, CommunisteS, Rouges Vifs, Combat Communiste, Communistes en Lutte (CeL), plusieurs sections internes au PCF, etc.

2) Les lignes de démarcation pour l'unité d'action, étape vers l'unité marxiste-léniniste

Dans les *Bases d'unité et d'action* du Cercle Henri Barbusse, nous disions : « *Le CHB œuvre au rassemblement des deux processus dans et hors du PCF pour qu'un tel front émerge, conscients que nous sommes que, parallèlement, le capital s'empresse de remplir par les trotskistes et les écologistes le vide laissé à « gauche » au fur et à mesure de la mutation réformiste du PCF* » (mai 1998). Ce document du CHB ajoute : « *Nous devons lutter pour éviter la réédition du sectarisme caractéristique du maoïsme qui, dans les années 60/70, s'est érigé en opposition centrisme et révisionnisme au révisionnisme khrouchtchévien... Une longue lutte idéologique et politique est nécessaire pour briser les effets néfastes de l'antistalinisme, c'est à dire de l'anticommunisme, sur les forces saines qui résistent aujourd'hui dans et hors du PCF* » (idem).

Ces axes stratégiques indiquent clairement que le processus de démarcation au sein du PCF social-démocratisé allait, va et continuera d'éjecter certains camarades qui veulent « rester communistes » pendant que d'autres poursuivront un certain temps encore la lutte interne. Les groupes qui naîtront hors du PCF vont devoir à la fois lutter à l'extérieur séparément, puis trouver les voies et moyens de l'unité d'action pour peser, et ensuite, à travers la dialectique de l'unité d'action et du débat idéologique et politique, forger une unité révolutionnaire sur le plan idéologique et politique. C'est ce que nous avons appelé « **l'étape des cercles** ».

Ces axes stratégiques indiquent aussi que les opportunistes de droite (révisionnisme social-démocrate) et de « gauche » (les multiples variétés du trotskisme et du mao-trotskisme-

écologisme) revitalisés par la contre-révolution bourgeoise temporairement victorieuse, vont être utilisés par le capital, tour à tour ou ensemble, pour empêcher la réémergence du bolchevisme. Ces axes indiquent ensuite que les lignes de démarcation *actuelles* pour envisager l'unité d'action communiste sont :

- L'anti-trotskisme et l'anti-social-démocratie ;
- L'attachement critique au socialisme réel, à l'expérience de l'URSS ;
- La référence comme point d'appui au PC(b)US, à la construction du socialisme dans un seul ou dans un groupe de pays, à la dictature du prolétariat comme véritable démocratie populaire, au Komintern, au Kominform ;
- Le soutien à Cuba, à la Corée socialiste ;
- La solidarité avec l'expérience antilibérale et anti-impérialiste en cours en Amérique Latine (Venezuela, Bolivie, ...) ;
- L'opposition à « notre » propre impérialisme.

Ces axes indiquent de plus que les luttes et résistances de classe à l'offensive prédatrice du capital, que les luttes et résistances démocratiques et patriotiques à l'offensive néocoloniale de l'impérialisme, vont forcément générer des différenciations au sein même de l'aristocratie ouvrière et faire émerger de nouveaux dirigeants d'avant-garde, issus des luttes sociales et nationales progressistes et qu'il faudra gagner au marxisme-léninisme.

Ces axes indiquent en outre que les cercles marxistes-léninistes locaux et/ou « nationaux », qui foisonnent, doivent travailler sans relâche à être liés aux masses, aux ouvriers et forces populaires en lutte pour y mettre à l'épreuve de

la pratique, de la critique et de l'autocritique les réflexions, les analyses et les théories qu'ils élaborent.

Ces axes indiquent enfin que pour peser, les cercles marxistes-léninistes locaux et/ou « nationaux » doivent chercher et trouver les voies et moyens de l'unité d'action et du débat

idéologique franc et scientifique pour éviter l'isolement sectaire et la marginalisation.

Dans des conditions particulièrement difficiles et complexes, nos cercles respectifs ont tenté de mettre en pratique avec quelques succès cette orientation stratégique, succès qui font que nous envisageons de rassembler aujourd'hui nos forces, certes encore faibles.

3) Le handicap de l'éparpillement et de l'isolement sectaire : principal danger à vaincre

Les marxistes-léninistes sont émiétés en plusieurs cercles locaux et « nationaux ». D'autres sont encore au sein du PCF. La maladie scissionniste -révisionniste, maoïste et trotskiste- propagée par la bourgeoisie a fait éclater cette première tentative d'unification des marxistes-léninistes qu'a été la *Coordination Communiste*. De là sont issus le PRCF, l'URCF, CeL, la Coordination Communiste 59/62.

Nous parlons ici de maladie scissionniste parce que le scissionnisme putschiste a fortement miné le Mouvement Communiste International (MCI) en particulier après 1945 et surtout depuis les années 60. En effet le titisme, le khrouchtchevisme, le maoïsme, puis les multiples formes du trotskisme de droite et de gauche sont à différents degrés, des déviations du marxisme-léninisme. Tous ces courants droitiers et/ou gauchistes ont été instrumentalisés par l'impérialisme pour diviser le MCI, l'affaiblir puis le vaincre temporairement. Pourtant l'histoire du Mouvement Communiste International fournit de multiples exemples diamétralement opposés à cette désastreuse mode du scissionnisme.

Les marxistes, les anarchistes, les socialistes de diverses tendances ont cohabité dans la première Internationale jusqu'à son transfert à New York, puis sa dissolution ; les marxistes, les opportunistes de droite, de gauche et les centristes ont cohabité très longtemps dans la seconde Internationale jusqu'à la faillite de celle-ci ; les léninistes ont même été minoritaires dans la Seconde Internationale, mais Lénine ne déclare la mort définitive de celle-ci que comme conséquence de la Révolution d'Octobre 1917, et ce sont les exigences pratiques et organisationnelles nées de la montée en puissance du mouvement révolutionnaire prolétarien qui viendront poser concrètement à la majorité écrasante du mouvement communiste, de la classe ouvrière et à son avant-garde, la nécessité de créer la IIIème Internationale.

De 1898 -date d'élaboration du premier projet de programme par Lénine- à 1912, *bolcheviks* et *mencheviks* partagent le même parti avec des

formes d'organisation évolutives, adaptées aux exigences de la lutte de classe. Toutes ces expériences et bien d'autres montrent que l'unité des forces et organisations dans l'action peut et doit être combinée avec la lutte idéologique et politique sans faiblesse contre l'opportunisme de droite et de « gauche ».

Ce sont les révisionnistes, les trotskistes, les maoïstes qui ont insufflé dans le mouvement communiste le scissionnisme putschiste comme méthode systématique et automatique de règlement des divergences idéologiques. C'est aujourd'hui devenu une vraie caricature qui fait qu'on scissionne pour tout et n'importe quoi au nom de la soi-disant « pureté des principes ».

Il serait aussi important de questionner le rôle de la police politique et des services secrets impérialistes dans ces « scissions ultra-révolutionnaires » qui ont jalonné et continuent de jaloner l'histoire du mouvement communiste depuis les années 60 jusqu'à nos jours. On sait que la police et les services secrets bourgeois ont appris à fonder des groupuscules provocateurs chargés d'infiltrer le mouvement communiste pour y fomenter des scissions. Les exemples aux Etats-Unis et au Japon notamment sont nombreux, mais les Etats d'Europe firent de même.

La philosophie, la psychologie, la sociologie et l'historiographie bourgeoises mettent ces scissions le plus souvent sur le compte des « luttes individuelles de pouvoir », sur le compte de « la dictature du parti ou des individus » parce que ce serait là « la nature individualiste intrinsèque de l'homme que réfute l'idéologie collectiviste du marxisme » et autre baratin.

L'émancipation des travailleurs est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, disait Marx. L'avant-garde prolétarienne doit donc se constituer en état-major de l'armée ouvrière et populaire pour monter à l'assaut du capital et pour renverser sa dictature.

Ce qu'il nous faut donc, c'est de mener l'inévitable travail politique de persuasion, de « déséducation », de formation et d'intervention communiste dans les mouvements et luttes des

masses laborieuses, pour convaincre les ouvriers et militants avancés de la nécessité du parti communiste comme outil pour vaincre le totalitarisme du capital.

Ce travail s'appuie aussi sur l'expérience des masses en tenant compte du rapport de force réel dans la lutte de classes. Or, la mode scissionniste éparpille les forces, démoralise les militants, les « dogmatise » et fait l'étalage de nos impuissances de sectes « pures » passant leur temps à se bagarrer entre elles sans aucun intérêt pour le prolétariat. La scission n'est pas la seule et unique façon d'assurer la nécessité absolue d'une propagande, d'une agitation et d'une organisation indépendante des marxistes-léninistes. Même quand celle-ci est posée par la vie elle-même, il faut rigoureusement tenir compte du rapport de force donc du moment et des circonstances de la scission. Lénine ne recommandait-il pas aux communistes minoritaires anglais, néerlandais de rester dans le parti social-démocrate alors que dans la plupart des autres pays comme en France, les sociaux-démocrates scissionnaient après leur défaite au Congrès de Tours en 1920 ?

En effet, ce que nous exigeons en toute circonstance, c'est notre liberté totale de dire et d'agir en marxistes-léninistes, c'est notre liberté - comme le disait Lénine lui-même dans sa critique des spontanistes et des économistes dans son ouvrage magistral « *Que Faire ?* » - de critique et d'action révolutionnaire indépendantes sur la base de « l'analyse concrète de la réalité concrète ». Des formes appropriées d'organisation peuvent permettre d'atteindre cet objectif sans nécessairement scissionner pour tout et n'importe comment. L'apologie en théorie et en pratique du scissionnisme n'est pas du léninisme, c'est du putschiste trotskiste.

Or les cercles locaux ou « nationaux » qui se réclament du marxisme-léninisme se caractérisent sur le plan idéologique et politique de plusieurs manières : Ceux qui veulent une « centralisation » sans vrai programme ; ceux qui veulent « l'unité pour l'unité » sectaire des marxistes-léninistes coupés des combats des masses populaires ; ceux qui confondent « stratégie et tactique » pour s'enfermer dans une agitation pétitionnaire de « l'élite communiste » hors ou dans le PCF ; ceux qui ne voient pas que le front antilibéral dans lequel il faut certes s'impliquer, n'est pas en tant que tel une alternative anticapitaliste ; ceux qui ne recherchent que « l'unité d'action » quitte à faire table rase du marxisme-léninisme, du socialisme réel, de l'URSS ; ceux qui, sur des positions ouvriéristes, « attendent le vrai parti communiste pour y adhérer » et ceux enfin qui

sont encore à l'intérieur du PCF avec une stratégie naïve de « renaissance du PCF » mutant. **La déviation de gauche, le doctrinarisme de gauche comme l'appelait Lénine, est le véritable danger, le principal obstacle que les différentes composantes du mouvement marxiste-léniniste doivent vaincre pour renouer avec le léninisme, le socialisme scientifique.** Maladie infantile à la période de la Révolution d'Octobre, Lénine avertissait déjà que le doctrinarisme de gauche pouvait devenir un « vice enraciné ». La déviation de « gauche » est aujourd'hui un mal répandu parce que la période s'étendant de la victoire du révisionnisme moderne dans le Mouvement Communiste International dans les années 60, à la défaite du socialisme et à la restauration du capitalisme dans les années 90, la lutte n'a pas opposé le bolchevisme au révisionnisme, mais le semi-révisionnisme maoïste gauchiste au révisionnisme de droite en voie de social-démocratisation.

Cela peut être démontré aisément. Quand nous appelons à voter aux élections régionales en 2004 pour la liste autonome du PCF du Nord/Pas-de-Calais, les uns y voient subjectivement de « l'opportunisme de droite », les autres expriment « une crainte de tomber dans l'opportunisme de droite ». Or, il s'agit de saisir le fait objectif que c'est une liste autonome du PCF sur laquelle se tiennent des ouvriers et camarades soutenus par les dirigeants syndicaux les plus combattifs des luttes sociales contre les attaques du capital.

Quand nous appelons à voter Marie-George Buffet au printemps 2007, des cris sont lancés sur la « trahison », alors qu'il s'agit de défendre les traditions communistes qu'incarne objectivement aux yeux de millions d'ouvriers le PCF – indépendamment de la subjectivité des « puristes » du marxisme-léninisme - lorsqu'il fait le choix de l'antilibéralisme et du NON à la constitution européenne impérialiste. Résultat : Nous commençons à toucher des éléments combattifs du PCF, à la base notamment, tout en gardant notre liberté de critique du révisionnisme et du réformisme.

Lorsque nous nous lançons dans le front antilibéral, y compris en faisant des concessions acceptables qui nous permettent de tenter de faire avancer le mouvement des masses sur des positions et des luttes antilibérales tout en continuant notre travail propre de communistes, les autres composantes du mouvement marxiste-léniniste s'en isolent, attendant on ne sait quel mouvement « pur » prêt à être dirigé par les « puristes marxistes-léninistes », en fait des dogmatiques subjectivistes incapables de se

frotter à la complexité mouvante de la réalité objective, à un rapport de force qui reflète le recul idéologique et politique engendré par la défaite du socialisme réel, de l'URSS et de la contre-révolution bourgeoise. De nombreux exemples montrent l'énorme faiblesse idéologique et politique de l'ensemble des marxistes-léninistes de nos jours, y compris nous mêmes qui avons encore beaucoup d'effort à faire pour gagner en maturité bolchevique.

Ajoutons ici le fait que l'encerclement capitaliste de l'URSS, même dirigée par les révisionnistes

khrouchtchéviens puis brejnéviens, a su, en plus des pressions militaires, économiques, politiques, culturelles, utiliser l'attaque idéologique de droite combinée à l'attaque idéologique de « gauche » mao-trotskiste au cours de cette période allant de la victoire du révisionnisme à la tête de l'Etat et du parti soviétique à la défaite du socialisme. Cette défaite du socialisme, de l'URSS, c'est aussi une terrible défaite idéologique.

4) Rassembler la quantité du moment pour faire un saut qualitatif au plan politique et social

La reconstruction du Parti révolutionnaire marxiste-léniniste ne peut être qu'un processus dialectique qui connaîtra des phases de développement quantitatif et des sauts qualitatifs. Elle se situe en conséquence à l'inverse d'une auto-proclamation d'une part et de l'attente idéaliste d'une émergence spontanée par les luttes sociales d'autre part. Elle suppose que les différents cercles prennent leurs responsabilités pour s'ancrer dans l'avant-garde ouvrière, pour construire leur unité idéologique et politique, pour sortir des chauvinismes d'organisation, de chapelles et de leaderships autoproclamés.

Les résistances antilibérales et anti-impérialistes montantes commencent à montrer les limites de la subjugation, de la soumission et de la résignation des masses travailleuses et des peuples opprimés. Elles suivent une période de désarroi, de débandade découlant d'une part de la défaite du socialisme avec l'implosion de l'URSS et la restauration du capitalisme, d'autre part de l'offensive tout azimut de l'impérialisme profitant de l'occasion pour imposer la « pensée unique », la pratique politique unique du libéralisme, obtenir le maximum de profit et étendre ainsi la mondialisation capitaliste dans tous les coins et recoins de la planète.

Les luttes défensives et parfois les contre-attaques marquent des points. L'antilibéralisme est devenu un point d'appui du mouvement ouvrier, des résistances nationales, comme le montrent les expériences révolutionnaires progressistes en Amérique Latine.

De novembre/décembre 95, en passant par la victoire du NON au référendum, celle contre le CPE, aux luttes - mêmes vaincues, parfois partiellement - pour les retraites en 2003, puis celles des dockers, marins, cheminots, RATP en 2007, la révolte des quartiers populaires en 2005, toutes ces résistances et luttes sociales

ainsi que les mobilisations antimondialistes sont des mouvements qui montrent que les masses laborieuses sortent progressivement de l'apathie, et que la contestation sociale monte en puissance.

Ce facteur pose la nécessité de l'unité d'action des communistes marxistes-léninistes comme aile anticapitaliste dans la lutte pour l'émergence d'un front populaire antilibéral.

Or, la droite et la social-démocratie libérales font tout pour empêcher l'émergence de ce front populaire antilibéral, seul moyen actuel pour briser la bipolarisation politique droite/ « gauche ». La concurrence entre les organisations politiques de la « gauche de la gauche » (PCF, LCR, LO, Verts, Collectifs Bové, etc.), forces dominantes, constitue un frein aux tentatives en cours de construction du front populaire antilibéral. Le document du *Cercle Henri Barbusse* sur les « causes de l'échec du front antilibéral » (juin 2007) situe la raison principale de l'échec de la tactique d'une candidature unique et unitaire à la présidentielle puis aux législatives par « l'inexistence d'une vraie aile anticapitaliste et d'un vrai parti communiste révolutionnaire ». La tâche centrale est donc pour les communistes de frayer la voie pas à pas au rassemblement des forces communistes marxistes-léninistes pour peser plus fort dans la lutte de classe et orienter autant que possible la résistance ouvrière et populaire, le front populaire antilibéral, vers la lutte anticapitaliste.

Pour faire cela, il faut absolument rassembler les cercles marxistes-léninistes et développer une politique d'unité d'action permettant de sortir de l'isolement et du sectarisme impotent. C'est ce que nos cercles se proposent de commencer à faire ensemble en créant le *Rassemblement des Cercles Communistes*. Camarades, mettons nous au travail et bon succès!

La question de l'unité des communistes et le Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France

6 avril 2008

Une nouvelle expérience d'unité du mouvement de la reconstruction communiste, d'à peine un an d'existence, vient de capoter : le 16 février 2008, deux des organisations fondatrices, en octobre 2006, du « CNU » (Comité National pour l'Unification du mouvement communiste en France), à savoir la Coordination Communiste 59/62 et le Cercle Communiste d'Alsace (par ailleurs regroupés aujourd'hui au sein du RCC) en ont été exclues.

Cette « *malédiction* » de la scission qui poursuit ceux qui se réclament du marxisme-léninisme, trouve sa source dans une terrible faiblesse idéologique et dans l'isolement vis à vis du mouvement des classes laborieuses. La scission - exclusion de fait du CNU est intervenue parce que certaines composantes ont décidé d'enjamber les étapes de la lutte nécessaire pour l'unité idéologique sur la base de l'unité d'action au sein du mouvement des masses.

Cette exclusion de février 2008 a été préparée par un texte de « *propositions* » commun à trois des organisations fondatrices du CNU, à savoir l'URCF (l'Union des Révolutionnaires-Communistes de France), CeL (Communistes en Lutte) et le CMC (Collectif Militant Communiste). Ce texte faisait des propositions d'évolution du CNU. Le jugement porté par le RCC sur ces propositions n'a pu être qu'évoqué en partie en février 2008, l'exclusion de nos deux organisations empêchant matériellement la poursuite du débat. Nous livrons donc d'abord ici l'analyse/réponse préparée alors pour cette assemblée plénière du CNU du 16 février 2008. Cette réponse portait sur les trois points du document commun URCF/CeL/CMC proposant, après un an d'existence à peine, le passage à une « *nouvelle étape* » du CNU. Nous reviendrons ensuite sur les prétentions à l'« *unité idéologique* » du CNU et les racines de ce nouvel échec d'une expérience unitaire.

1) Analyse des propositions communes URCF/CeL/CMC

Sur le projet « tâches et activités du CNU »

Le RCC était d'accord pour que le CNU édite une « *revue à caractère scientifique abordant du point de vue du matérialisme historique les problèmes idéologiques et politiques du communisme – pas de censure sur les articles soumis, mais droit de réponse – donc polémique autorisée. Cette revue permettra d'établir un lien suivi entre tous les communistes, qu'ils soient adhérents ou non au CNU ...* ».

Le RCC précisait que cette revue devra travailler non seulement « *prioritairement 1) à l'analyse de l'impérialisme dans le monde actuel, 2) à l'analyse concrète du capitalisme en France, de la situation de la lutte des classes en France, 3)*

à l'élaboration d'une politique commune des communistes pour le travail dans la classe ouvrière et dans les syndicats » mais aussi : 4) à l'étude des expériences actuelles de luttes de classes et de luttes nationales, au plan national et au plan international, 5) à l'étude des forces sociales et politiques dans les luttes concrètes en France et internationalement, des formes d'organisations, d'unités d'action, de front, etc., des luttes de masses, 6) à l'étude des déviations de droite et de « gauche » dans le Mouvement Communiste International, 7) à l'analyse du processus qui a conduit à la restauration du capitalisme en URSS dans les années 90.

Sur les questions organisationnelles et les moyens du CNU

Le RCC considérait (considère toujours) inacceptable de mettre la charrue avant les bœufs. En effet, c'est le niveau d'unité idéologique et les tâches du moment qui déterminent le contenu et la forme de l'unité organisationnelle. Or le principal objectif, le but

fondamental du CNU est de favoriser, de travailler au renforcement de l'unité idéologique des organisations membres.

C'est pourquoi d'ailleurs le RCC a soutenu la proposition d'une revue sans censure. Le RCC proposait donc les mesures suivantes : - a) Le

secrétariat du CNU coordonne l'application des décisions prises par l'assemblée plénière du CNU – b) Le secrétariat publie sans censure une revue scientifique qui traite des problèmes idéologiques et politiques du communisme – c) Le secrétariat coordonne la mise en œuvre des actions communes décidées ensemble – d) Le

secrétariat organise les débats idéologiques et politiques internes au CNU en vue de l'unité des composantes du CNU – e) Pour réaliser ces tâches, le secrétariat est doté des moyens nécessaires – f) Le secrétariat rend compte aux membres de l'activité propre de chaque composante du CNU.

Sur le « complément à la déclaration de principe du CNU » proposé par URCF/CeL/CMC

a. la question de la restauration du capitalisme

Le « complément » du document du CNU – qui a donc été approuvé par les organisations du CNU sauf les exclus - développe une critique implicite du RCC portant essentiellement sur « l'attitude vis-à-vis de la 'ligne générale du 20ème congrès', ligne d'abandon des principes du bolchevisme de Lénine et Staline, **d'ouverture vers** (sic !) la restauration capitaliste de l'économie soviétique ».

Le CMC, animé par des militants mao-hodjaïstes des années 70, soutient en fait la position idéaliste et métaphysique selon laquelle « en 1956 avec le rapport Khrouchtchev et le 20ème congrès du PCUS, il y a eu restauration du capitalisme en URSS ». Cette notion d'« ouverture vers » reflète donc manifestement un « compromis » entre eux (CMC) et ceux (URCF) qui concilie avec ce subjectivisme antimatérialiste, anti-scientifique et anti-marxiste-léniniste. Pour camoufler à la fois les **différences** et l'**unité** entre le doctrinarisme de gauche et le centrisme, le « complément » de l'URCF, du CeL et du CMC tente malhonnêtement de faire croire que le débat avec nous (RCC) tient à une démarcation « entre l'URSS de la dictature du prolétariat sous Lénine et Staline qui édifiait le socialisme, et l'URSS de Khrouchtchev, Brejnev, Gorbatchev qui a détruit le pouvoir ouvrier et paysan et a livré l'économie autrefois socialiste (sic !) à la bureaucratie embourgeoisée et aux trafiquants du marché noir, tenants du capitalisme ».

Ce qui est totalement faux ! Il est impossible qu'au lendemain du discours révisionniste de Khrouchtchev, l'économie socialiste de l'URSS se soit transformée comme par enchantement en économie capitaliste. Quant à la réalité de la bureaucratie embourgeoisée, du marché noir, du révisionnisme à la tête du PCUS et de l'Etat soviétique à partir de 1956 et même avant, s'ils veulent dès « le 5 mars 1953, jour du décès de Staline » (sic !), elle ne règle pas la question fondamentale qui fait que **le capitalisme a été restauré en URSS par Gorbatchev à partir des années 1990 après un long processus de**

désagrégation du socialisme réel qui a débuté à la fin des années 50.

D'ailleurs, même sous Lénine et Staline, « la bureaucratie embourgeoisée, du marché noir, du révisionnisme » existait, mais elle était systématiquement combattue. Alors que justement Khrouchtchev, le trotskiste et Brejnev, le révisionniste moderne, ont miné et laissé miner le système socialiste par « la bureaucratie embourgeoisée, le marché noir, le révisionnisme » avant que Gorbatchev n'utilise les résultats de **ce processus de dégénérescence quantitative du système socialiste pour passer au saut qualitatif de la restauration du capitalisme en URSS à partir de 1985**. La longueur de cette période de transition/régression est un élément révélateur de la force du socialisme construit sous Lénine et Staline.

Par ailleurs les matérialistes partent toujours de la base matérielle pour déterminer la caractérisation sociale et politique d'un Etat. Or cette base matérielle a été caractérisée jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev par **la propriété collective des moyens de production**.

L'URCF et CeL capitulent tout simplement devant les théories maoïste et hodjaïste du « social-impérialisme soviétique » qui ont pourtant causé autant de tort à l'unité du Mouvement Communiste International, du camp socialiste, que le révisionnisme khrouchtchévien. Les centristes mao-hodjaïstes ont inventé un « stade intermédiaire » entre le capitalisme et le socialisme -ou première phase du communisme- qui serait le « social-impérialisme », exactement comme Trotski avait inventé la notion « d'Etat ouvrier dégénéré, bureaucratique » ; des inventions théoriques que l'encerclement capitaliste du camp socialiste a utilisé pour vaincre le socialisme réel. La notion de social-impérialisme n'était alors que la reprise avec un vernis de gauche de la thèse de « l'impérialisme soviétique » que la bourgeoisie mondiale n'a cessé de mettre en avant depuis 1917.

Le social-impérialisme est un concept que Lénine a utilisé pour dénoncer la trahison des sociaux chauvins de la deuxième Internationale lors de la guerre impérialiste mondiale de 1914 – 1918, et qui signifie « socialiste en parole et

impérialiste dans les faits ». C'est donc un concept qui caractérise une politique et relève de la superstructure et non de l'infrastructure, du système économique et social, du mode de production.

b. A propos des tactiques politiques du RCC

Le « *complément* » fait ensuite le procès des tactiques politiques du RCC, particulièrement de la CC59/62, par cette sentence : « *sans le nécessaire travail indépendant des marxistes-léninistes dans la classe ouvrière, colonne vertébrale de la construction du parti. (...) toute subordination de l'action à la politique des partis révisionnistes et sociaux libéraux, toute alliance électorale avec la LCR et autres trotskistes minent ce travail indépendant des marxistes léninistes au sein des masses populaires, principalement de la classe ouvrière* ».

S'il s'agissait d'une mise en garde de principe pour exprimer une certaine « peur » de « *toute subordination à la politique des révisionnistes et trotskistes* », nous n'aurions pu qu'être d'accord. Mais ce passage ignore à dessein les différences objectives entre révisionnistes et sociaux libéraux pour ne voir que l'aspect « *soumission* » des révisionnistes au PS libéral. La majorité du CNU montre ici son incapacité notoire de prendre en compte les contradictions objectives qui tiraillent les révisionnistes du PCF, mais aussi les trotskistes, entre « *soumission* » et « *opposition* » au social libéralisme du PS. Les révisionnistes, les trotskistes, voire la « *gauche* » du PS sont les forces dominantes au sein du mouvement « *alter ou antimondialiste* ». Les démarcations en cours entre sociaux libéraux du PS et « *gauche de la gauche* » libérale sont pour l'instant un facteur dans l'émergence du front antilibéral. Cette opposition politique actuelle recoupe pour l'essentiel au plan politique la différenciation au sein de l'aristocratie ouvrière et des « *classes* » moyennes qu'engendrent les attaques multiples et variées du capital et de son gouvernement contre les acquis sociaux et démocratiques conquis lors de la période de l'existence du socialisme réel, de l'URSS.

Franchement, le « culot » n'est pas ici la peur légitime de « *toute subordination à la politique des révisionnistes et trotskistes* » [mettons de côté le mélange entre révisionnistes et sociaux libéraux ; depuis quand le PS est-il révisionniste ? Il faut remonter à fin du 19ème et à la première moitié du 20ème siècle !]. Le « culot » est de tenter de jeter par ce procédé sans scrupule le discrédit sur le RCC, sur la CC59/62, qui rappelons-le est précisément

l'adhérent du CNU qui a nettement refusé la démarche opportuniste cherchant à faire adhérer au CNU les mao-trotskyistes de l'OCML-VP (*Partisan*).

En plus le « culot », c'est d'éviter d'être précis sur ce qu'est concrètement « *un travail indépendant marxiste léniniste au sein des masses populaires, de la classe ouvrière* », si ce n'est justement être dans les luttes de classes telles qu'elles sont objectivement et subjectivement aujourd'hui pour y mener un travail d'avant-garde marxiste léniniste.

Sur ce point, il faut effectivement avoir un certain « culot » pour tenter de donner des leçons à nos expériences en cours tant dans la direction de syndicats, de luttes sociales et sur le plan électoral dans le front antilibéral. Le pire qui puisse arriver aux marxistes-léninistes, et qui malheureusement leur arrive, c'est d'avoir si peur de la confrontation avec les formations sociales réformistes au sein des luttes concrètes ouvrières et populaires pour combattre justement l'influence opportuniste sur les éléments d'avant-garde du combat social et politique. Au fond, cette ligne est une capitulation devant l'hégémonie sans partage du réformisme, du révisionnisme, du trotskisme, de l'écologisme sur le mouvement ouvrier, et plus généralement sur les masses. N'est-ce pas là justement « *la phrase de gauche* » si caractéristique dont parlait Lénine « *qui camoufle une capitulation gauchiste devant l'opportunisme de droite dominant* ».

Ne s'agit-il pas au fond dans l'esprit dédaigneux, dans le sens de ceux qui s'auto-définissent comme « *avant garde élitiste* » (sic !), d'ignorer que cette affirmation exige d'être vraiment dans les luttes de classe telles qu'elles sont objectivement et subjectivement aujourd'hui pour y mener un travail d'avant-garde marxiste léniniste ?

La phrase « *révolutionnaire* » sur la prétendue « *indépendance marxiste léniniste au sein des masses* » est en fait une pirouette creuse pour ne pas agir au sein des masses, au sein des luttes sociales et populaires. Le CNU appelle à se cantonner dans la posture d'éléments extérieurs à la classe ou à faire comme les trotskistes des « *greffes* » d'une élite socialement petite bourgeoise donneuse de leçons, de « *bons ou de*

mauvais points », et « *commentatrice* » des luttes.

L'unité idéologique et politique supérieure dans la reconstruction du Parti sera le résultat de l'unité d'action des marxistes léninistes dans les luttes ouvrières et populaires, de la confrontation des analyses, de l'application des décisions politiques qui en découlent dans le mouvement de masse, et l'élaboration d'un véritable programme de la révolution socialiste en France, reflet non pas d'une activité politique virtuelle au sein des masses, mais réelle, concrète et qui forme des cadres marxistes-léninistes liés aux masses.

Le RCC pense que la majorité du CNU sous-estime la profondeur de la défaite idéologique et politique du mouvement ouvrier et communiste, international et national. Cette sous-estimation est elle-même une expression de l'état piteux sur le plan idéologique et politique des marxistes-léninistes. La tâche est d'autant plus difficile et complexe qu'il faut d'abord :

- déconstruire plus de 50 ans de domination écrasante du révisionnisme de droite et du révisionnisme de « gauche » mao-trotskiste ;
- réapprendre la théorie marxiste-léniniste comme guide pour l'action ;

- mettre en application sur la base de l'analyse concrète d'une situation concrète une politique marxiste-léniniste capable de devenir « *bolchevik* » (c'est à dire « majoritaire » dans le mouvement ouvrier) ;

- rallier par la propagande, l'agitation, mais aussi et surtout par l'action, l'avant-garde prolétarienne combative des luttes sociales et politiques ;

- élaborer à terme un programme de révolution socialiste en France.

C'est en ce sens que le danger de « gauche » est à combattre dans le mouvement marxiste-léniniste, pour éviter son isolement sectaire des masses. Il est à combattre dans le cadre de la liaison avec les masses, et de la confrontation avec le réformisme droitier révisionniste, social démocrate et le centrisme trotskiste (LO, LCR, PT), y compris au sein du mouvement antilibéral, en veillant à ne pas confondre « compromis nécessaire » pour faire avancer les luttes de classes et de masses, et « compromission opportuniste ». Voilà ce que le RCC essaie modestement de mettre en pratique.

2) Les prétentions à l'« unité idéologique et organique » du CNU

Le 28 octobre 2006, le point 3 des objectifs fondateurs était adopté en ces termes : « *Le CNU considère que le processus d'unification des forces marxistes-léninistes doit lier dialectiquement unité d'action des diverses organisations contre l'impérialisme, pour les revendications quotidiennes et stratégiques du prolétariat et du peuple, et confrontation politique et idéologique à partir des questions soulevées notamment dans la pratique d'unité d'action, à construire et à consolider l'unité idéologique* ».

Le 16 février 2008, dans le communiqué du CNU rendant public notre exclusion, on lit : « *La majorité des organisations membres du CNU a approuvé les résolutions qui s'ajoutent donc à la déclaration fondatrice du CNU-MCF et qui marquent un pas en avant dans le processus d'unification organique politique et organisationnelle des organisations du CNU. Ces résolutions sont désormais intégrées à la base politique et organisationnelle d'adhésion au CNU-MCF. La Coordination Communiste du Nord et le Cercle Communiste d'Alsace ayant rejeté ces résolutions, ne font plus partie du CNU-MCF* ».

Or, ce même 16 février 2008, se tenait à Lisbonne une réunion de partis communistes et ouvriers, qui ont discuté « *des suites de l'imminente indépendance autoproclamée du Kosovo, encouragée par les Etats-Unis d'Amérique, l'OTAN et l'Union européenne* ». Dans leur communiqué final, ces partis « *s'élèvent contre la sécession du Kosovo de la République de Serbie. [Ils] réclament que tous les gouvernements s'abstiennent de reconnaître l'indépendance du Kosovo ainsi que d'envoyer des troupes dans la région* ».

Quelques jours plus tard, le 25 février 2008, était publié le communiqué suivant à Tirana :

« *Le Parti Communiste d'Albanie considère erronée la déclaration d'un groupe de partis communistes contre l'indépendance du Kosovo, signée le 16 février 2008 (...) La volonté du peuple kosovar pour la liberté et l'indépendance a été considérée comme juste par le Komintern. La déclaration de Lisbonne tombe en contradiction avec le marxisme-léninisme, avec les droits universels et les luttes des peuples pour leur droit à l'autodétermination qui est un principe fondamental du léninisme. Le Parti Communiste d'Albanie est conscient que l'impérialisme a ses intérêts stratégiques dans*

les Balkans. Le soutien du Parti Communiste d'Albanie à l'indépendance du Kosovo n'amointrit aucunement ces objectifs contre l'impérialisme américain, contre l'impérialisme européen et contre l'impérialisme russe. Mais la lutte contre l'impérialisme se mène dans un front global, et non en soutenant l'un, au nom de la lutte pour combattre un autre. La déclaration de Lisbonne constitue un appel pour que le Kosovo reste dans la république fasciste de Serbie ».

En mars 2008, le CMC renchérit : *« Le Collectif Militant Communiste considère que la séparation de la Kosovë de l'Etat de Serbie est un acte légitime, juste, du point de vue léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et ce jusqu'à la séparation. Cette séparation de l'Etat serbe intervient cependant dans un contexte historique particulier où l'impérialisme étatsunien et les impérialismes européens ont marqué un point contre l'impérialisme russe et son allié serbe dans les Balkans et renforcé leur domination dans la région. L'indépendance de la Kosovë n'est pas une réelle indépendance. Le peuple Kosovar n'est pas libre de ses volontés, il n'est pas souverain. C'est la réalité. Mais sa libération de l'oppression de l'Etat serbe est une*

victoire irréversible, et aucun principe prolétarien ne justifierait que l'on soutienne un retour à cette oppression. La question concrète, aujourd'hui, c'est celle du combat général contre l'impérialisme (tous les impérialismes) dans l'ensemble des Balkans ».

Des questions inévitables sont dès lors à soulever au vu de ces positions :

L'URCF, le CeL, AKMarx et les autres composantes jeunes du CNU partagent-elles avec le CMC ce soutien à la marche guerrière de l'impérialisme Yankee (flanqué des impérialistes de l'UE et de leur bras armé qu'est l'OTAN) vers la Russie capitaliste d'aujourd'hui ? Assument-ils les qualificatifs de « fasciste » attribué à la Serbie, « d'impérialisme Russe », et « l'indépendance du Kosovo » prétendument soutenue par le Komintern ?

Que peuvent valoir les prétentions du CNU lorsqu'il proclame alors que *« les résolutions qui s'ajoutent (...) à la déclaration fondatrice du CNU (...) marquent un pas en avant dans le processus d'unification organique politique et organisationnelle des organisations du CNU »* ?

3) Le scissionnisme est la maladie infantile de l'actuel courant qui s'autoproclame marxiste-léniniste

Scission de la Coordination Communiste entre « tendances A et B » en 1999, exclusion de la Coordination Communiste 59/62 en 2002, création de l'URCF et du PRCF, création de *CommunisteS*, de *Rouges Vifs* et -bien avant, dans les années 60/70, résultat de la première scission centriste maoïste antirévissionniste khrouchtchéviennne- du PCOF...

La tradition mao-trotskiste du putschisme scissionniste est une terrible maladie qui mine le courant communiste marxiste-léniniste. Cette tradition résulte de la longue mainmise du révisionnisme khrouchtchévien et du mao-trotskisme des années 50 à nos jours sur le Mouvement Communiste International (MCI). Cette maladie anti-léniniste se propage très souvent au nom de Lénine lui même ; elle est la marque de fabrique des « théoriciens » intellectuels de groupuscules qui refusent de se confronter à la lutte des classes, à la lutte des masses dans la réalité du rapport des forces d'aujourd'hui.

Comment prendre au sérieux l'URCF, organisation dont nous avons été assez proches, quand elle théorise *« l'aile anticapitaliste du front antilibéral »* tout en étant pour l'essentiel

absente de ce front en tant que tel ? Forcément, cet isolement sectaire du combat des masses produit l'incompréhension de la ligne tactique de construction du front antilibéral que nous essayons de mettre en application ; incompréhension qui les conduit à propager les mensonges selon lesquels *« actuellement, aux élections municipales, le courant opportuniste de droite participe à des « listes d'union antilibérales » ou « résolument à gauche » avec le PCF révisionniste... et la LCR ! C'est la démonstration de qui, en réalité, concilie avec le trotskisme ! »* (Communiqué du CNU). Mensonges en effet, car il ne s'agit nullement de *« conciliation avec le trotskisme »*, mais d'unir toutes les forces antilibérales et de démasquer les courants diviseurs trotskistes et réformistes du PCF. Comment peut-on œuvrer à forger une *« aile anticapitaliste »* aujourd'hui dans le front antilibéral, y compris sur le plan électoral, sans une ou plusieurs composantes de la constellation trotskiste et sans le PCF ? Il suffit de poser la question pour constater l'inanité suffisante de ces groupuscules, tout simplement coupés de la vie concrète.

A partir du moment où les variétés du trotskisme constituent une alternative acceptable – voire médiatiquement fabriquée – pour le capital dans le processus de recomposition politique à « gauche », comme un des moyens d'empêcher la réémergence du bolchevisme, du PCF né au Congrès de Tours, c'est vouloir fuir son ombre que de boucher le front antilibéral jusqu'à ce qu'il soit « épuré » du trotskisme. Qui donc va les en « épurer » ? Il suffit de poser la question pour se rendre compte de l'évidente sottise infantile du CNU. Ce sectarisme impotent est une posture dangereuse au moment où de plus en plus d'ouvriers combatifs regardent du côté du « Nouveau Parti Anticapitaliste », métastase électoraliste de la LCR d'Olivier Besancenot, et d'autres vers le Parti Ouvrier Indépendant (POI), récente mutation de l'OCI/PT trotskiste lambertiste.

Manifestement, le CMC, issu de la tradition historique du mao-hodjaïsme, mène une stratégie basée sur la « revanche » du courant semi-révisionniste centriste qui a échoué dans les années 60-70-80 contre le révisionnisme khrouchtchévien du PCF. Les kautskistes modernes centristes de l'URCF se traînent derrière le CMC, emportés par leur incapacité notoire d'agir dans le mouvement réel des masses.

Les expériences de scission de la Coordination Communiste nationale et du Comité National pour l'Unification du mouvement communiste en France sont des étapes par lesquelles nous avons été obligés de passer pour commencer à nous débarrasser en pratique de ces séquelles et stigmates de l'influence révisionniste, centriste et trotskiste, courants idéologiques dominants depuis les années 56/60, qui ont conduit à la défaite du socialisme réel, du camp socialiste et à la restauration du capitalisme en URSS.

Malgré les reculs que cela occasionne, nous avons été et nous sommes encore à bonne école. Nous devons développer des relations bilatérales avec les *Rouges Vifs*, le PCOF, l'URCF, le PRCF, les courants s'opposant à l'abandon du marxisme-léninisme au sein du PCF, pour des échanges et surtout pour l'unité d'action au sein du mouvement des masses. Il faut avec patience

expliquer que l'unité d'action des groupes, des cercles marxistes-léninistes, est une nécessité imposée par les exigences de la lutte des classes pour forger une force unitaire marxiste-léniniste crédible et former des cadres capables de battre en brèche l'opportunisme sous toutes ses formes dans le mouvement ouvrier et populaire.

Il faut, par l'unité d'action sur le terrain tout en préservant notre liberté totale de propagande et d'agitation, faire échec au « parti anticapitaliste (NPA) de la LCR » médiatiquement soutenu à bout de bras par le capital, et au « Parti Ouvrier Indépendant (POI) ». Il faut expliquer la logique trotskiste du choix de LO de s'acoquiner avec les sociaux-libéraux lors des dernières élections municipales. Il faut continuer la lutte idéologique contre la direction sociale-démocrate du PCF.

Ce combat indispensable contre les courants révisionnistes et réformistes de droite et de « gauche » dans le mouvement ouvrier n'est pas séparé par une muraille de Chine de la nécessaire unité d'action antilibérale des travailleurs, des masses, pour résister à l'offensive libérale du capital et de son Etat de classe.

Il ne peut y avoir non plus de gouffre infranchissable entre luttes économiques, politiques, idéologiques et électorales. Le front antilibéral en construction se manifeste sur tous ces terrains.

Au fond, il y a chez l'URCF une conception ouvriériste, anarchiste de la lutte de classe : la « vraie lutte de classe, c'est la lutte gréviste ». Ils ne conçoivent pas que du point de vue révolutionnaire, le parti se construit partout, dans toutes les dimensions de la lutte de classe, y compris dans la lutte électorale.

Nous apprenons et poursuivons le travail d'édification du front antilibéral et populaire, dans lequel nous chercherons à faire émerger l'aile anticapitaliste parce que nous gardons et garderons toujours en vue l'objectif fondamental de la reconstruction du Parti Communiste marxiste-léniniste dont le monde du travail, la classe ouvrière ont besoin.

Pour une formation marxiste-léniniste au service de la construction d'un Parti communiste et adéquate à notre étape de développement

2 avril 2008

La reconstruction d'un Parti communiste en France est un processus long passant par une série d'étapes qui combineront de manières différentes les éléments de propagande, d'agitation et d'organisation. Aucun schéma préétabli et intangible ne guide ce processus. Le nombre d'étapes, leur durée et leur contenu dépendent de « l'analyse concrète de la situation concrète » (Lénine), de l'état de développement des forces communistes, des situations nationale et internationale, etc. La seule loi intangible en la matière est la suivante : le parti est le résultat de la fusion entre le marxisme-léninisme et l'avant-garde de la classe ouvrière.

Déterminer de manière matérialiste l'étape de développement de la reconstruction du parti, combattre tout volontarisme idéaliste, définir la

ligne politique correspondante à l'étape du moment et la traduire dans une pratique de masse correspondant aux forces militantes de l'organisation : telles sont les responsabilités d'une direction révolutionnaire. Le *Rassemblement des Cercles Communistes* considère que notre étape est celle des cercles. Cette étape connaîtra des évolutions quantitatives et qualitatives avant de parvenir à un seuil de maturation nécessitant un saut qualitatif.

Pendant toute la durée de reconstruction du parti communiste, la formation marxiste-léniniste revêt le caractère d'une nécessité absolue. Le projet communiste n'est pas un rêve ou une utopie généreuse mais une démarche scientifique nécessitant la connaissance du marxisme-léninisme.

1) Nos progrès et nos nouvelles responsabilités

Depuis de nombreuses années les militants organisés au sein du *Cercle Henri Barbusse* et de la *Coordination Communiste* agissent pour reconstruire un Parti communiste. De nombreux progrès quantitatifs et qualitatifs sont constatables. Pour ne citer que les plus récents, mentionnons :

- La publication de nombreux textes d'analyse marxiste contribuant au combat idéologique contre les forces du capital, le révisionnisme, le trotskisme, le gauchisme et l'idéalisme de certaines forces se revendiquant du marxisme-léninisme ;
- La publication régulière d'un organe de propagande (*Chantiers*) dont la qualité ne cesse de s'améliorer ;
- La direction politique de mouvements de masse (essentiellement dans l'immigration mais également de soutien à Cuba) ;
- L'organisation de nombreuses initiatives de front uni sur des thématiques diverses (pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, pour l'anniversaire du *Che*, etc.) réunissant plus d'une centaine de personnes à chaque fois ;
- La participation active aux comités antilibéraux, ayant débouché sur nos premières expériences de participation électorale ;
- L'organisation d'une école de formation marxiste-léniniste ayant touché plusieurs dizaines

de camarades dont beaucoup sont devenus communistes et ont rejoint nos rangs, renforçant ainsi quantitativement et qualitativement notre organisation ;

- La naissance sur Paris et sur Strasbourg de deux cercles frères avec qui nous sommes aujourd'hui organisés au sein du *Rassemblement des Cercles Communistes*. Etc.

Tous ces progrès se sont traduits par des changements dans notre influence locale et nationale. Parallèlement à nos progrès, le contexte social national s'est également transformé. Sans être exhaustif, citons les changements suivants qui sont lourds de conséquences pour les communistes :

- Arrivée au pouvoir d'une des fractions les plus réactionnaires de la bourgeoisie, se donnant comme programme la destruction de l'ensemble des acquis du Conseil National de la Résistance ;
- L'accélération de la dégénérescence du PCF devenu désormais définitivement un parti social-démocrate. Les alliances avec le *Modem* lors des dernières municipales accélèrent les prises de conscience des militants communistes au sein de ce parti. La période qui vient verra inévitablement le départ du PCF de militants individuels ou de collectifs de militants, avec des formes et des rythmes divers ;

► Développement des luttes sociales. Actuellement éparpillées, les luttes se développent dans tous les secteurs. Le dévoilement progressif des effets de la politique économique ne peut qu'encourager ces luttes et faire progresser les consciences ;

Au niveau international la situation est également en mutation profonde :

- Accélération de la concurrence inter-impérialiste se traduisant par la multiplication des guerres d'agressions impérialistes mais aussi des luttes de libération nationale ou de défense de la souveraineté nationale ;
- Montée des préparatifs de guerre mondiale par des stratégies d'encerclement et de provocations contre la Serbie, la Russie et la Chine. Les

événements du Kosovo et du Tibet n'en sont que les derniers exemples ;

► Le développement de la lutte des peuples : Afghanistan, Irak, Palestine, Venezuela, Cuba, Népal, Corée populaire. Sous des formes diverses et avec des directions de classe différentes, le front de la révolution mondiale se développe.

Tous ces facteurs nous imposent de nouvelles responsabilités et nécessitent que nous accroissions nos capacités de compréhension des situations complexes, de démasquage des explications bourgeoises, révisionnistes, trotskistes ou gauchistes. Nous avons donc besoin :

- De militants mieux formés,
- De cadres communistes susceptibles de s'impliquer et ensuite de diriger les luttes.

2) Pour une formation bolchevique

Le projet communiste n'est ni un rêve, ni une utopie. Nous disposons d'une théorie scientifique nous permettant de comprendre l'évolution sociale et de déceler les intérêts de classe au delà de leur masque idéologique. Cette théorie est comme toute science un guide pour l'action et non un dogme. Il ne s'agit donc pas de la connaître de manière livresque mais de savoir la mettre en œuvre en l'appliquant à une situation concrète.

Comme le résume Lénine, il s'agit bien de faire à chaque fois « une analyse concrète d'une situation concrète ».

Pour répondre aux besoins de la période, le RCC doit s'engager dans une politique hardie, déterminée et cohérente de formation de ses militants et de ses futurs cadres.

A. La cellule ou le cercle, premier lieu de formation

La cellule ou le cercle sont les organisations de base du RCC. C'est au sein de la cellule que doit se réaliser l'essentiel de l'articulation entre théorie et pratique, qui est la base philosophique de toute formation marxiste léniniste. Pour mener à bien la tâche éducative des cellules, les décisions suivantes s'imposent :

- Mettre en place un temps de formation systématique (une demi-heure) à chaque réunion de cellule ;
- Le contenu de ce temps sera commun à toute les cellules et cercles ;
- Les thèmes de ces temps de formation de cellule seront décidés trimestriellement en réunion de direction du RCC ;

► Le responsable central à la formation au sein du RCC sera chargé de préparer les documents permettant aux camarades d'approfondir le thème traité en formation ;

► Le principe de choix des thèmes est l'actualité sociale, nationale et internationale ;

► Pour ce faire un responsable de formation sera désigné dans chaque cellule et cercle. Ses tâches sont précisées plus bas.

Ces temps de formation ont un objectif central : armer théoriquement les camarades sur les sujets qui sont imposés par la vie.

B. Les écoles élémentaires

Nous proposons d'appeler ainsi notre école de formation afin de renouer avec le vocabulaire historique du Mouvement Communiste International. Nous disposons d'une expérience de

plusieurs années en la matière. Cette expérience a démontré l'utilité et les résultats quantitatif et qualitatif d'une telle école. Cependant la mobilisation pour amener de nouveaux élèves tend

à être par « à coup », parcellaires et au dernier moment. La nouvelle situation nous impose les décisions suivantes :

- Renforcer l'école élémentaire nordiste par un effort de propagande supposant un matériel adéquat (production d'une brochure, annonce sur radio campus, affiches sur des sites internet, etc.) ;
- Mettre en place une école élémentaire parisienne avec le même rythme et le même contenu que celle du Nord ;
- Organiser une école à Strasbourg sous la forme

de trois jours continus pendant une période de vacances avec un contenu se rapprochant au maximum des autres écoles élémentaires ;

- Proposer notre école de formation et son programme à des collectifs déjà existants.

Bien sur une telle montée en charge suppose la formation d'une école d'éducateurs. Nous en parlerons plus bas.

C. Des séminaires thématiques liés à l'actualité

Il ne s'agit pas seulement de former nos militants mais aussi de répondre aux besoins de formation politique plus vaste qui se développent en même temps que les luttes sociales. A un rythme trimestriel, nous proposons un séminaire d'une

demi-journée sur un thème d'actualité (le marxisme et la guerre, le marxisme et l'immigration, le marxisme et la question syndicale, etc.). Ces séminaires seront publics et seront l'objet d'une propagande spécifique.

D. Une école des cadres

Les évolutions de la situation nationale et internationale nous imposent une politique de formation des cadres pour d'abord nous impliquer dans les organisations de masse et ensuite en prendre la direction. Cette question n'est ni accessoire, ni secondaire :

« Avoir une ligne politique juste est, évidemment, la première chose, et la plus importante. Mais cela ne suffit pas encore. Il nous faut une ligne politique juste, non pas simplement pour la proclamer, mais pour l'appliquer. Or pour appliquer la ligne politique juste, il faut des cadres, il faut des hommes qui comprennent la ligne politique du Parti, qui la conçoivent comme leur propre ligne, soient prêts à l'appliquer, qui sachent la mettre en pratique et soient capables d'en porter la responsabilité, de la défendre, de lutter pour elle, sans quoi la ligne politique juste risque de rester sur le papier » (Staline, Les questions du léninisme tome 2, p. 294)

La question des cadres n'est pas une question abstraite. Elle dépend de la situation du moment et des besoins qui en découlent. Or nous l'avons souligné précédemment :

- Nous avons besoin de cadres pour prendre des responsabilités au sein de nos cercles ;
- Nous avons besoin de cadres pour accompagner les futurs collectifs de militants communistes qui quitteront inévitablement le PCF ;
- Nous avons besoin de cadres pour assumer le rôle d'éducateur ;

- Nous avons besoin de cadres pour s'impliquer et ensuite gagner la direction d'organisations de masse.

Ces besoins nous permettent de déduire les principales caractéristiques des cadres communistes aujourd'hui :

- Maîtriser plus avant l'analyse marxiste-léniniste, savoir déceler les positions idéalistes et métaphysiques, les opportunistes de droite et de gauche ;
- Savoir s'orienter rapidement et prendre soi-même si nécessaire une décision, c'est à dire avoir un esprit d'initiative et de responsabilité ;
- Avoir confiance dans les masses populaires et combattre cette « maladie inconvenante » dont parlait Lénine: « cette maladie [qui] s'appelle la peur des masses, le manque de foi dans leur faculté créatrice » (*Œuvres choisies, tome 1, page 35*). C'est parce que nous savons que les masses s'éduquent dans les luttes que les communistes n'imposent jamais leur point de vue par la magouille et la tricherie. C'est par l'exemple et l'argumentation que les communistes méritent le rôle de dirigeant dans les organisations de masses.
- Accepter le contrôle de son organisation c'est à dire comprendre l'importance de la critique et de l'autocritique: « Celui qui pense ménager l'amour-propre de nos cadres en voilant leurs erreurs, celui-là détruit et les cadres et l'amour propre de ces cadres ; car en voilant leurs erreurs, il facilite la répétition de nouvelles erreurs, peut-être plus

graves et qui, il y a lieu de le croire, conduiront à un effondrement complet des cadres au préjudice de leur « amour propre » et de leur « tranquillité » (Staline, Pour une formation bolchevik, p. 41). On le saisit, le contrôle des tâches est une nécessité pour une politique communiste des cadres.

► Avoir une attitude de camaraderie. Devant les difficultés et faiblesses de ses camarades le cadre communiste élimine toute attitude de dédain ou de supériorité. Les inégalités de capacités que nous constatons entre camarades sont le résultat d'inégalités sociales et non d'une supériorité de certains. Il en découle l'obligation d'une attitude sincère de camaraderie : « *Ne jamais craindre de « perdre son temps » avec ces camarades pour accélérer leur croissance* » (Staline, Les questions du léninisme, tome 2, p.295). Cette attitude est valable tant entre communistes qu'avec les militants des organisations de masse dans lesquelles agissent les cadres communistes. N'oublions jamais que les meilleurs des militants de ces organisations ont vocation à devenir communistes. N'oublions pas non plus que la révolution est impossible avec les seuls communistes.

Compte-tenu des évolutions rapides du contexte national et international, nous proposons les décisions suivantes :

- a) Une école des cadres avec les grands axes de programme suivants :
- Approfondir le marxisme comme méthode scientifique ; mieux connaître le matérialisme

E. Une équipe d'éducateurs

Pour mener à bien l'ensemble de ces tâches, une équipe d'éducateurs sera constituée :

- Elle comprendra les responsables à l'éducation de chaque cellule,
- Des camarades volontaires pour cette fonction,
- Elle définira son mode de relation et de travail avec les responsables des autres cercles du RCC,
- Elle se réunira une fois par trimestre pour se former, évaluer les formations et prendre les décisions de modification nécessaires, contrôler les tâches de ses membres, rendre compte à la direction du RCC,

dialectique appliqué à des cas concrets contemporains,

- Savoir déceler les points de vue idéalistes, métaphysiques, les opportunistes de droite et de gauche dans leurs différentes variantes,
- Agir en communiste dans une organisation de masse, prendre des responsabilités et diriger une organisation de masse,
- Diriger une réunion, prendre la parole, déjouer et répondre à une provocation, et au delà analyser des situations concrètes,
- Maîtriser les notions marxistes de programme minimum, d'alliance, de tactique et de stratégie,
- Rédiger un tract, un article, un discours tant pour l'organisation communiste que pour une organisation de masse.

b) Ce premier cycle de formation des cadres sera l'objet d'une évaluation spécifique permettant de définir la suite de la formation,

c) Les camarades inscrits devront avoir une pratique dans une organisation de masse ou une responsabilité au sein de l'organisation afin de veiller à l'articulation théorie-pratique, d'éviter les dérives intellectualistes, de partir de situations concrètes vécues, de mettre en œuvre les acquis de la formation. Le bureau du RCC aura à étudier pour chaque camarade l'organisation de masse la plus appropriée à un camarade et aux besoins politiques de la période.

d) Le rythme de la formation est d'une séance tous les deux mois.

- La coordination et la responsabilité de cette équipe est confiée à un responsable central de formation désigné par le RCC;

Bien entendu les tâches nouvelles sont énormes. Mais la formation bolchevik est un investissement sans lequel nous serons contraints soit de freiner notre développement, soit de connaître un développement non maîtrisé. Pour faire une analogie avec une loi du marxisme pour les sociétés : nos forces productives risquent d'être freinées par l'état de nos rapports sociaux. Nous devons modifier nos rapports sociaux !

Supplément :

Le processus marxiste-léniniste de la construction du Parti

Cercle Henri Barbusse, 11 janvier 2004

Comme tout fait matériel, le parti du prolétariat, c'est-à-dire le parti communiste, est une réalité historique, avec un début, des changements quantitatifs qui déboucheront nécessairement sur des sauts qualitatifs, et une fin. Il existe donc des étapes qualitatives dans la construction de notre parti. Les nier, c'est garantir l'échec. Le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action. Il nous donne une méthode, des principes et non des recettes toutes faites, applicables en tout temps et en toute situation. Quels sont les acquis scientifiques du marxisme-léninisme en matière de construction d'une organisation communiste ?

1) Le passage de la classe en soi à la classe pour soi (Marx, Engels)

Dans son ouvrage *Misère de la Philosophie*, Marx attire notre attention sur la nécessité de distinguer deux étapes qualitatives :

a) La classe en soi

Elle est un simple constat objectif. A partir du moment où se développe le capitalisme, une masse de travailleurs se retrouve face à un ennemi commun et se découvre le même intérêt à lutter. Cette masse est une classe vis à vis du capital mais elle n'est pas une classe pour elle-même, c'est à dire qu'elle n'a pas conscience de son intérêt commun.

b) La classe pour soi

C'est par la lutte commune que cette classe se réunit et ainsi se constitue en classe pour elle-même.

Cette théorie n'est pas l'affaire du passé. Dans les phases de régression idéologique et de recul des forces prolétariennes, la classe pour soi a tendance à régresser vers la classe en soi. Cela nous amène à une première conclusion : nous avons besoin, dans notre propagande, **d'insister sur la nécessité de se constituer en classe pour soi.**

2) Marx, Engels et le parti communiste (*Le Manifeste*)

Marx précise, dans *Le Manifeste*, ce qui unit et ce qui distingue les communistes des autres « révolutionnaires » ou des autres partis ouvriers. « *Ils ne proclament pas de principes sectaires sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. Dans les différentes luttes nationales ils [les communistes] mettent en avant et font valoir les intérêts communs du prolétariat. Dans les différentes phases évolutives de la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours et partout les intérêts du mouvement général.* »

Cela entraîne trois conclusions :

- a) Les communistes sont la section la plus résolue, la plus avancée du prolétariat de chaque Etat ;
- b) Ils ont l'avantage de l'intelligence de la nécessité, pour le prolétariat, de l'organisation en un parti de classe. Ils comprennent le besoin d'une organisation autonome mais aussi :
- c) Ils sont conscients qu'ils doivent articuler la méfiance du sectarisme avec une clarification des divergences.

3) Marx, Lénine et les limites du syndicalisme

Dans son ouvrage *Salaire, prix et profit*, Marx souligne les dangers de l'illusion syndicaliste. Néanmoins les syndicats sont incontournables car ils donnent la conscience d'être une classe, c'est à dire qu'ils aident au passage de la classe en soi à la classe pour soi. Ils sont de ce fait une école du Socialisme. Mais la lutte quotidienne n'est qu'une « *lutte contre les effets et non contre les causes de ces effets, ils n'appliquent que des palliatifs mais sans guérir le mal. Ils [les communistes] ne devraient donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables et permanentes.* »

En conséquence l'activité syndicale est nécessaire mais elle est insuffisante.

L'apport de Lénine, dans son ouvrage *Que faire ?* est d'avoir montré que le socialisme vient à la classe ouvrière « de l'extérieur ». Spontanément le prolétariat est poussé à la lutte. Cette spontanéité est la rupture d'avec la soumission. Mais ce n'est pas encore la conscience. La spontanéité est la forme embryonnaire de la conscience. Elle exprime une situation où le prolétariat est une classe en soi mais pas encore tout à fait une classe pour soi. C'est la période transitoire entre le syndicalisme et l'existence d'un Parti communiste.

La conscience communiste ne naît pas spontanément du mouvement ouvrier. Elle lui vient de l'extérieur. Lénine écrit : « *Celle-ci ne pouvait leur venir que du dehors. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste c'est à dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicat, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers etc.* » Pour parvenir à la conscience communiste, il en découle la nécessité d'une connaissance théorique et idéologique qui ne peut venir que de l'extérieur ; Des intellectuels bourgeois et petit-bourgeois qui se mettent au service du prolétariat.

Cela ne signifie pas que les ouvriers ne participent pas à l'élaboration de la conscience communiste. Mais ils n'y participent pas en qualité d'ouvriers, ils y participent comme théoriciens du Socialisme. Les ouvriers n'y participent que dans la mesure où ils ont suivi une formation marxiste et acquis les connaissances marxistes.

Ainsi, le mouvement spontané mène toujours à la domination de l'idéologie bourgeoise. Il nous faut donc combattre le mépris de la théorie. L'avant garde, le Parti, naît de la fusion du mouvement ouvrier et de la théorie marxiste qui lui vient de l'extérieur. En conséquence ceux qui se proclament aujourd'hui Parti estiment que cette fusion est réalisée.

4) Lénine et Staline et les étapes du processus de construction du parti

Il s'agit là de la liaison entre le qualitatif et le quantitatif. La forme d'organisation (le qualitatif) doit être en lien avec le devenir quantitatif et à son tour le devenir quantitatif ultérieur permet de faire des bonds qualitatifs dans l'organisation. C'est-à-dire que notre forme d'organisation doit correspondre à l'état du développement quantitatif.

Etre révolutionnaire, c'est avancer les mots d'ordre et les revendications adéquats aux facteurs objectifs (la réalité matérielle) et subjectifs (l'état de la conscience des masses). Le parti se crée quand notre base d'enquête regroupe une fraction significative de l'avant-garde ouvrière.

Lénine et Staline distinguent quatre étapes dans la construction d'un parti communiste.

1^{ère} étape : l'étape des cercles

Elle est caractérisée par la tâche centrale d'inculquer aux travailleurs les idées du marxisme. A cette étape, il y a encore de nombreuses difficultés à relier théorie marxiste et objectifs concrets de la lutte. Elle se caractérise aussi par l'existence de nombreux cercles, non unis entre eux, reflétant le développement inégal de la conscience, les histoires différentes des membres et des groupes, les compréhensions différentes du marxisme et de ses principes, des compositions de classe et des réalités territoriales différentes.

Ainsi, « *la social-démocratie existait sans le mouvement ouvrier, elle traversait comme parti politique une période de gestation.* » et « *le groupe « Liberté du travail » ne fonda la social-démocratie que théoriquement et fit un premier pas à la rencontre du mouvement ouvrier.* »

Aussi l'objectif central d'un cercle est-il de consolider, pour ses membres et ceux qu'il recrute, les acquis de la science marxiste et de diffuser le plus possible ces acquis en direction de la classe ouvrière.

2^{ème} étape : Des ouvriers dans les cercles et des cercles ouvriers

L'activité des cercles vise à conquérir et à recruter les ouvriers les plus avancés afin de passer un seuil qualitatif. Petit à petit, des ouvriers entrent dans les cercles puis, à l'intérieur de l'entreprise se forment des cercles composés d'ouvriers. Il s'agit de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat.

Lénine précise qu'à cette seconde étape la lutte théorique et idéologique est essentielle contre ceux qui se proclament « révolutionnaires », c'est à dire contre le populisme, le blanquisme, l'anarchisme et, aujourd'hui, le trotskisme et le maoïsme. Cette seconde étape est celle de la propagande méthodique parmi les ouvriers de notre territoire. C'est aussi celle de l'élaboration de liens les plus poussés possibles entre les différents cercles.

L'objectif central de cette seconde étape est de rallier au communisme l'avant-garde du prolétariat.

3^{ème} étape : L'émergence d'un centre d'organisation communiste

Il peut parfois exister le besoin d'une étape intermédiaire territoriale. C'était le cas en Russie, par exemple, avec « l'Union de Lutte pour la Libération de la Classe Ouvrière » à Saint-Petersbourg.

Ce centre d'organisation n'est pas encore le parti car le programme et les statuts ne sont pas encore élaborés et les membres ne sont pas encore unis ni sur le plan idéologique ni sur le plan de l'organisation. Il subsiste encore des opinions différentes et des courants.

Le combat à cette étape est l'unification idéologique. Dans ses ouvrages *Que faire ?* et *Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine montre que celle-ci se réalise autour d'un journal national unifiant les membres sur les principes du marxisme. Le journal charpente la construction du parti.

C'est également le temps de l'organisation à la base de cadres stables et de la démarcation en vue de l'unification. En d'autres termes il s'agit de dire les divergences pour les faire disparaître.

L'objectif central de cette troisième étape est d'organiser et d'unifier à l'échelon central l'avant-garde.

4^{ème} étape : La fondation du parti

a) Le parti : détachement d'avant-garde de la classe ouvrière

Il regroupe les meilleurs éléments de la classe ouvrière. Il bénéficie de leur expérience, de leur esprit révolutionnaire, de leur dévouement à la cause du prolétariat. Pour cela, ces éléments doivent être armés de la théorie révolutionnaire et de la connaissance des lois du mouvement, sinon ils ne peuvent pas entraîner le reste du prolétariat et restent à la remorque du mouvement ouvrier. Ils doivent voir plus loin que la classe ouvrière.

b) Le parti est lié à la classe

Le parti est une partie de la classe ouvrière et doit le rester. Il doit absolument éviter le repli sur soi et doit se rattacher à l'ensemble de la classe ouvrière par des milliers de liens.

c) Le parti : détachement organisé de la classe ouvrière

Il s'agit là de la discipline et de l'organisation. « *Le parti est la somme de ses organisations et ses membres sont ceux d'une organisation du parti* ». Un membre du parti possède trois caractéristiques : il paye sa cotisation, il partage la ligne politique et il milite dans l'une de ses organisations.

d) Le parti est un système organisé

C'est un ensemble d'organisations et de membres dans lequel existent deux règles intangibles : la soumission de la minorité à la majorité et la soumission des organismes inférieurs aux organismes supérieurs, c'est à dire la soumission de la partie au tout.

e) Le parti : forme suprême de l'organisation du prolétariat

Il n'est pas l'organisation unique. Il existe aussi des syndicats, des organisations de jeunes, de femmes, des associations culturelles, sportives, etc. Ces organisations sont nécessaires à la classe ouvrière mais elles font courir le risque de l'incohérence et de l'éparpillement. Elles doivent aller dans la même direction. Aussi le parti doit-il tendre à diriger ces organisations et celles-ci doivent-elles être ses courroies de transmission. Cela ne signifie pas que les communistes proclament cette direction. Ils la conquièrent démocratiquement par leur activité, par leurs arguments.

L'objectif central de cette étape de fondation du Parti est de rallier des millions d'hommes et de femmes à l'avant-garde du prolétariat pour conquérir le pouvoir.

Rédition : Rapport sur la stratégie de reconstruction du PCF

Cercle Henri Barbusse, 12 novembre 2000

Le Cercle Henri Barbusse considère qu'a existé en France un véritable parti communiste révolutionnaire et internationaliste, attesté par l'adhésion à la troisième Internationale et confirmé par sa participation au Kominform.

Nous pensons aussi que le PCF mutant est devenu un parti ouvrier bourgeois, un parti social démocrate dont la faillite complète sous la houlette de Robert Hue est consacrée par sa participation au gouvernement de la « *gauche plurielle* » de Jospin. L'échec cuisant de « *Bouge l'Europe* » illustre la trahison totale et sans possibilité de retour en arrière des sociaux démocrates, qui se sont hissés à la direction du parti. A mesure que le PCF se convertit en défenseur de l'Europe impérialiste, son anti-américanisme d'antan change de nature. De

résistance aux visées de domination de l'impérialisme US, celui ci devient défense chauvine de l'Europe impérialiste concurrente des USA. La « *mutation* » opportuniste du PCF en fait un parti de la guerre impérialiste, un parti de collaboration de classe anti-ouvrier, un parti de la misère sociale et de l'oppression des peuples par l'impérialisme français et européen. L'anti-stalinisme et l'antisoviétisme, que la direction du PCF partage avec les trotskistes, a préparé son ralliement complet à la bourgeoisie et sa trahison des intérêts de classe du mouvement ouvrier et ceux des peuples opprimés. Cette situation nous impose de relever le drapeau du prolétariat là où les renégats l'ont laissé tomber.

1) Les racines historiques du révisionnisme dans le PCF

Jusqu'en 1976, lors du 22^{ème} congrès du PCF qui abandonna la Dictature du Proletariat, les éléments les plus droitiers étaient exclus du PCF par la direction révisionniste. Aujourd'hui, le retour au bercail des opportunistes est organisé, pendant que les révolutionnaires quittent le parti ou en sont expulsés. A la base de la montée du révisionnisme dans le PCF, on peut identifier les principaux facteurs suivants: 1) La stabilisation relative du capitalisme d'après-guerre et sa période d'expansion économique; 2) La transformation des empires coloniaux en des empires semi-coloniaux sous dépendance économique et stratégique de l'impérialisme; 3)

L'élévation du niveau de vie par la « *société de consommation* » et l'émergence d'une aristocratie ouvrière corrompue par la période d'évolution relativement pacifique du capitalisme; 4) La satisfaction des besoins en main d'œuvre du capitalisme français par l'importation d'un salariat bon marché d'immigré(e)s; 5) La défaite et la purge progressive des bolcheviks dans le PCUS après l'assassinat de Staline, l'émergence du révisionnisme à la direction du PCF et la scission du Mouvement Communiste International.

2) Les tendances internes nées de la social-démocratisation

La dégénérescence révisionniste du PCF ne s'est pas déroulée en une seule fois. Elle a pris la forme d'un processus dans lequel les rapports de force entre « *poussée révisionniste* » et « *résistance communiste* » ont débouché sur des équilibres différents. Thorez, Duclos, Marchais représentent chacun un état de ce rapport de forces entre courant communiste et courant

révisionniste. Le véritable changement qualitatif s'opère avec l'arrivée de Robert Hue à la tête du Parti. Il représente, en effet, la défaite définitive des positions révolutionnaires dans le Parti. La dégénérescence du PCF s'est construite à partir de deux reniements des principes révolutionnaires: l'anti-bolchévisme et l'antisoviétisme. Si Thorez et Duclos continuent

de défendre relativement le Bolchévisme (c'est à dire la lutte de classe anticapitaliste sans concession) et s'ils sont restés intransigeants face à la vague antisoviétique, leurs successeurs se déclarent anti-bolcheviks tout en continuant à défendre mollement l'URSS. Robert Hue, lui, proclame que l'essence de la « mutation » est l'anti-bolchévisme et l'antisoviétisme.

Les attaques contre Staline pendant tout le processus de dégénérescence sont, en fait, des agressions contre le Bolchévisme, qui se traduisent, en 1976, par l'abandon de la Dictature du Proletariat. Parallèlement à l'abandon progressif des positions internationalistes, le PCF s'est aussi orienté vers le soi-disant « communisme national », précédé par le virage « eurocommuniste » et qui n'a été, en fait, qu'une phase de transition vers la « mutation » opportuniste actuelle.

Le virage vers « le communisme national » est une tentative permanente dans l'histoire du PCF. A l'époque de l'Internationale Communiste, cette déviation était combattue. Mais la racine historique et idéologique de cette déviation de droite réside dans la vision non critique du point de vue prolétarien de la révolution bourgeoise et donc dans une certaine obnubilation par le légalisme bourgeois, la démocratie bourgeoise.

La faillite idéologique du PCF a eu, bien entendu, une traduction politique et sociale dont les principaux éléments sont: 1) tendance à la scission entre les couches privilégiées de la classe ouvrière et les couches les plus précaires. Le PCF s'orientant progressivement vers la défense de l'aristocratie ouvrière; 2) mutation progressive des permanents de plus en plus nombreux et des élus du PCF en bureaucrates, concevant leur fonction comme un métier et non plus comme un mandat militant; 3) tendance à la scission entre fraction immigrée et fraction autochtone de la classe ouvrière, conduisant à minorer l'importance des revendications spécifiques des minorités nationales immigrées pour l'unité du mouvement ouvrier; 4) tendance à abandonner la nécessaire direction de la classe ouvrière dans les luttes démocratiques, c'est-à-dire le rôle dirigeant d'avant-garde du mouvement ouvrier sur la petite bourgeoisie; 5) tendance à présenter le secteur public comme « îlot » ou « préfiguration » du socialisme: confusion entre nationalisation et socialisme; 6) abandon progressif des concepts de classe conduisant à substituer au prolétariat, à la classe ouvrière, les notions générales et fourre-tout de « travailleurs », de « salariés ».

De tous les côtés, le prolétariat est attaqué: 1) en excluant les « employés » dont l'écrasante majorité sont des femmes-ouvrières; 2) en

donnant une place stratégiquement dominante aux ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise (*ictam*), qui sont majoritairement partie prenante de la classe ouvrière (du fait de l'évolution technologique), mais qui ne recouvrent pas le cœur du prolétariat; 3) en ne considérant pas les millions de chômeurs et précaires comme partie intégrante de la classe ouvrière, etc.

C'est ce mouvement dialectique entre le changement de la base sociale du PCF d'une part et l'abandon des positions politiques marxistes d'autre part, qui débouche sur la social-démocratisation du PCF. La crise de surproduction du système capitaliste qui perdure, et la défaite du socialisme ont engendré un tournant qualitatif accélérant le passage du PCF révisionniste à la collaboration de classe.

Cette phase est la troisième de l'histoire contemporaine du PCF: La première est celle des conquêtes sociales et démocratiques de la libération nées des luttes antifascistes et liées aussi à l'impact de la victoire de l'URSS.

La seconde est celle de la contre-offensive bourgeoise s'appuyant sur la période d'expansion économique pour corrompre peu à peu l'aristocratie ouvrière. Ceci a été rendu possible par la surexploitation des colonies et l'appel massif à un sous-prolétariat immigré lui-même surexploité. Pour le PCF, cela s'est traduit par une défense de l'aristocratie ouvrière et l'enclenchement du processus de dégénérescence révisionniste.

La troisième étape est celle de la crise économique qui se poursuit et de la contre-révolution mondiale. Elle se traduit par la mutation du PCF en social-démocratie et engendre du même coup un processus de différenciation au sein de la classe ouvrière et notamment au sein de l'aristocratie ouvrière, et un processus de démarcation politique au sein même du PCF.

Depuis 1976, la fonction des éléments les plus droitiers a été de « pousser » le PCF toujours plus à droite au point que Georges Marchais, représentant de la bureaucratie ouvrière à la tête du PCF a préparé puis cédé la place à Robert Hue, représentant de la petite bourgeoisie. Le « PCF contrôlé par la fraction corrompue de la classe ouvrière » a muté en « PCF contrôlé par l'intelligentsia petite-bourgeoise étrangère à la classe ouvrière ». Ce sont les élus, d'origine sociale petite-bourgeoise majoritairement, qui se sont emparés de la direction du PCF. Ce processus de social-démocratisation a été jalonné par des départs à chaque étape de liquidation des aspects prolétariens et marxistes

du PCF. L'attachement à l'URSS a été un des derniers verrous qui, dès qu'il a sauté, a laissé libre cours à la « *mutation huiste* ». L'antisoviétisme déclaré est devenu le socle idéologique de la jonction avec le trotskisme et du rejet du Marxisme-léninisme.

L'antistalinisme demeure le fil blanc qui lie les sociaux démocrates aux révisionnistes. Mais entre les sociaux-démocrates déclarés et les révisionnistes anti-collaborationnistes, il y a des contradictions qui font qu'une alliance avec ces derniers contre la « *mutation* » et le trotskisme est non seulement possible, mais nécessaire.

Les communistes opposés à la mutation rejettent la collaboration de classe au gouvernement, ils s'opposent à l'antisoviétisme, ils sont contre les agressions impérialistes, ils refusent la construction du centre impérialiste européen (UE), ils dénoncent les effets socialement dévastateurs de la crise du capitalisme, ils expriment par-là une inquiétude grandissante au sein de l'aristocratie ouvrière, laquelle subit aussi les effets néfastes de la crise de l'impérialisme.

Une des manifestations politiques de cette opposition grandissante est la montée de plus en plus perceptible au sein même du PCF de l'opposition à la politique initiée par la « *mutation* ». La Fédération du Pas de Calais est un concentré de ce processus. Attirés par le discours trotskiste en apparence radical, certains se tournent vers une alliance avec les entristes trotskistes pour s'opposer à Robert Hue. Cette

jonction débouche sur la cristallisation au sein du PCF du « *droit aux tendances* », c'est à dire sur la social-démocratisation organisationnelle du PCF. C'est l'option de l'actuelle direction huiste et de ceux qui continuent de prêcher de rester dans le PCF, c'est à dire d'y former une « *tendance de gauche* » (*Coordination des Militants* qui a scissionné de la *Coordination Communiste*). D'autres sont attirés par le discours pseudo-radical de LO et LCR. C'est l'option du « *grand parti trotskiste à la gauche* » du PCF. La question est de savoir si nous serons en capacité de nous appuyer sur les traditions, certes en recul, anti-social-démocrates et anti-trotskistes au sein du PCF pour éviter ces deux écueils aux éléments prolétariens. Pour y arriver, il faut que le front actuellement éclaté d'opposition à la mutation se rassemble pour assumer la lutte **dans et hors** du PCF en ayant pour cible la « *mutation* » et le trotskisme. Au sein de chaque regroupement qui refuse la « *mutation* », l'axe de la lutte est la condamnation de la conciliation avec les trotskistes, le rejet de la tendance conciliatrice au sein du PCF. Notre objectif immédiat est d'arriver à rompre le face à face en vase clos au sein du PCF pour engager l'ensemble du front à assumer une activité de masse indépendante fondée sur le développement de la lutte de classe, tout en poursuivant les interventions au sein du PCF pour éveiller et rallier ceux qui y sont encore.

3) Le danger trotskiste

Nous pensons enfin que le capital, dans son offensive contre les positions du mouvement ouvrier, dans cette période de crise générale structurelle du système impérialiste mondial, ne s'appuie pas seulement sur les capitulards de l'actuelle direction du PCF. Il a plusieurs fers au feu: les écologistes et les trotskistes en particulier.

Dans les *Bases d'unité et d'action* du CHB, nous disions : « *Le CHB œuvre au rassemblement des deux processus dans et hors du PCF pour qu'un tel front émerge, conscients que nous sommes que, parallèlement, le capital s'empresse de remplir par les trotskistes et les écologistes le vide laissé à « gauche » au fur et à mesure de la mutation réformiste du PCF* » (mai 1998). En effet, la contre-révolution bourgeoise mondiale s'est appuyée, entre autre, sur le trotskisme pour vaincre l'URSS et le Mouvement Communiste International. Le « *gauchisme* » trotskiste est

même utilisé, de nos jours, pour capter la radicalité grandissante des masses laborieuses confrontées à l'asservissement accru du capital. Les mots d'ordre trotskistes de « *réquisition des entreprises* », « *d'interdiction des licenciements* » rappellent les actions de la démocratie petite-bourgeoise radicale qui « *squatte des logements* », mais ne constituent pas un programme de révolution socialiste, laquelle en appelle à l'**expropriation des capitalistes** et à la **dictature du prolétariat**. Les trotskistes, tout comme la liste « *Bouge l'Europe* », sont pour « *l'Europe de Maastricht* » au nom de « *l'impossibilité de la révolution socialiste dans un seul pays* ». En ce sens, ils accompagnent à « *gauche* » la construction de l'Europe du capital, puissance impérialiste concurrente de l'impérialisme Yankee et Nippon. Les trotskistes, tout comme la liste « *Bouge l'Europe* », sont partisans de la

formule « *centriste* » du « *ni, ni* » inventée par le bourgeois social-démocrate François Mitterrand, ce complice du génocide rwandais de 1994. D'abord lors de l'agression de l'Irak, c'était « *ni Saddam, ni l'impérialisme* », puis « *ni l'OTAN, ni Milosevic* », tel était le slogan des va-t-en-guerre camouflés lors de la « *marche guerrière de l'OTAN vers la Russie* » (titre de notre brochure) à travers l'agression de la Yougoslavie.

Le danger d'une reconstitution trotskiste à « *gauche* » du PCF-mutant, piloté par le capital, pour empêcher toute reconstruction d'un véritable PCF poursuivant la voie initiée par la Révolution d'Octobre et les meilleures traditions

révolutionnaires du PCF né au Congrès de Tours, est l'autre obstacle, en plus de celui que constitue l'actuelle direction opportuniste du PCF, que nous devons combattre. Il y a les organisations trotskistes déclarées (LO, LCR, PT, etc.), mais il y a aussi les trotskistes cachés, les semi-trotskistes qui pratiquent l'entrisme dans le PCF, dans les diverses tentatives de regroupement des communistes. Cette vieille tradition trotskiste exige de nous une vigilance et une lutte sérieuse pour éclairer l'avant-garde ouvrière sur les projets du capital de reconstitution trotskiste à « *gauche* » du PCF-mutant.

4) Nos tâches dans le front anti-mutation

Nous sommes à l'étape des cercles, d'où la création du CHB. Le Cercle regroupe les communistes les plus unis au stade actuel d'émiettement du mouvement communiste engendré par la défaite du socialisme, de l'URSS. Nous devons poursuivre le travail de développement qualitatif (formation idéologique) et quantitatif (les trois niveaux d'unité) dans le cadre du principe léniniste: « **se démarquer pour s'unir** ».

Mais le processus de démarcation s'opère aussi au sein du PCF entre les huïstes d'une part et les communistes anti-sociaux-démocrates d'autre part, entre la petite bourgeoisie et une partie de plus en plus importante de l'aristocratie ouvrière. A chaque étape de liquidation, il y a des pans entiers du PCF qui entrent peu ou prou en opposition. Le rapprochement des regroupements aujourd'hui éparpillés des opposants à la « *mutation* » doit aller dans le sens d'une mise en place d'un cadre de rassemblement de ces éléments du PCF à bolchéviser. Mais la direction même du PCF social-démocratisé tente de garder en son sein toutes les tendances contestataires. Des groupes (cellules, regroupements informels, sections...) commencent à s'exprimer contre la mutation. Les échecs électoraux du PCF mutant favorisent cette « *éclosion de cent écoles, de cent fleurs* ». Des tentatives, parfois sincères, parfois suspectes de rassemblement de l'opposition éparpillée voient le jour. Dans toute cette constellation, la Coordination Communiste et le groupe « Communistes » animé par Rolande Perlican constituent les pôles les plus conséquents vers lesquels il faut développer un travail de rapprochement et d'unification, en veillant aussi à l'unité d'action contre l'actuelle direction huïste du PCF. La lutte idéologique

contre les conciliateurs qui veulent coûte que coûte devenir une tendance reconnue dans le PCF mutant doit être aussi poursuivie avec fermeté. En effet, à l'intérieur de la Coordination Communiste, du groupe « Communistes » et en direction des autres, nous devons cibler le trotskisme, le semi-trotskisme et les tendances à la transformation du mouvement d'opposition au PCF mutant en une tendance révisionniste de « *gauche* » au sein du PCF. Cette orientation, à l'étape actuelle, de résistance à la mutation et à la collaboration de classe, est fondamentale. Il faut donc une unité d'action en direction des masses en lutte contre le capital, qui favorise en même temps l'émergence d'un cadre de lutte politique et idéologique pour la constitution d'une avant-garde réellement prolétarienne, réellement révolutionnaire et réellement communiste, étape décisive dans la reconstruction du Parti Communiste de France. En ce sens, on a besoin d'un Front d'opposition le plus large possible contre la « *mutation* » qui réunit toutes les forces disponibles et attire les éléments hésitants.

Nous devons « *lutter pour éviter la réédition du sectarisme caractéristique du maoïsme qui, dans les années 60/70, s'est érigé en opposition centriste et révisionniste au révisionnisme khrouchtchévien* » (Bases d'unité et d'action du CHB). « *Une longue lutte idéologique et politique est nécessaire pour briser les effets néfastes de l'antistalinisme, c'est à dire de l'anticommunisme, sur les forces saines qui résistent aujourd'hui dans et hors du PCF* » (idem).

Nous devons, ici, nous inspirer de Lénine et des Bolcheviks, qui ont fondé et gardé le POSDR uni de 1898 à 1912 avant de rompre

organisationnellement avec les Menchéviks. Dans le POSDR, les bolcheviks ont mené une lutte politique et idéologique intransigeante pour que s'instituent les « *juges de ces tristes aspects de la vie de notre parti... les nombreux praticiens révolutionnaires dévoués à la cause, qui n'ont point pris part à la bagarre* » (Projet de résolution sur les mesures visant à rétablir la paix dans le parti - janvier 1904, tome 7, p161). Même après la défaite de la révolution de 1905, Lénine a poursuivi la polémique avec les opportunistes pour préparer les conditions efficaces de la rupture d'avec les renégats et les conciliateurs. C'est à la veille de la crise majeure née de la guerre impérialiste qu'il lance la formule: « **deux congrès, deux partis** », titre d'un de ses articles de 1912. S'inspirer ne signifie pas imiter.

Mais ce serait faire le jeu du capital, des opportunistes, des conciliateurs révisionnistes que de s'isoler des éléments qui entrent en opposition dans et hors du PCF au fur et à mesure de la liquidation et de la faillite du PCF mutant. En effet, l'opposition à Robert Hue découle des effets dévastateurs de la politique de collaboration de classe dans un contexte de crise du système capitaliste-impérialiste. Cette opposition est un reflet de la résistance des travailleurs et non du passage du mouvement ouvrier à l'offensive. La pire des erreurs, il faut le dire tout net, est « *d'imaginer* » une offensive de l'état major, non encore constitué et en voie de constitution, complètement coupé de son armée. Cela ne peut conduire qu'à la défaite et faciliter la tâche au capital. La tactique bolchevik commande que l'on tienne rigoureusement compte de l'état réel et non supposé, du rapport des forces, de la lutte de classe, pour définir les tâches de la reconstruction du PCF. Comme victimes des politiques en cours, de la gestion social-démocrate de la crise de l'impérialisme, la majorité écrasante des militants, des ouvriers prennent peu à peu conscience des abandons hûstes. Les acquis sociaux et démocratiques du mouvement ouvrier sont laminés les uns après les autres. Mais les coups du capital se succèdent en s'attaquant aux différents secteurs du monde du travail. La phase actuelle de privatisation et

de libéralisation du secteur public et parapublic est celle de l'offensive calculée, programmée contre les bastions fondamentaux du mouvement ouvrier en France qui ont bénéficié des plus grands acquis (SNCF, France Télécom, Compagnies aériennes, EDF, Automobiles, les industries d'armements... et les banques). Restructurations, fusions, rachats, faillites frappent de plus en plus ces secteurs en vue de la création de multinationales à dimension européenne et planétaire. La base sociale du révisionnisme, l'aristocratie ouvrière, est de plus en plus attaquée. Un processus de différenciation s'opère déjà dans ce milieu entre ceux qui défendent les acquis, l'écrasante majorité, et ceux qui accompagnent la précarisation, la flexibilisation et la privatisation. Pour appâter ce milieu, le gouvernement de la « *gauche plurielle* » s'appuie sur les ministres communistes, sur les directions syndicales de plus en plus réformistes et sur les 35 heures. Il procède aussi par petits coups, évitant l'attaque frontale, à la manière du gouvernement de droite Juppé. C'est une des leçons que le capital a tirée du bras de fer de novembre/décembre 1995. C'est pour cela que la coalition social-démocrate (PS-Verts-PCF) a été portée au pouvoir. C'est aussi pour cela que Chirac a été élu sur le thème de la « *fracture sociale* ».

Partant de ces caractéristiques essentielles du moment et tenant compte des avancées notables de nos positions auprès de la majorité de ceux qui entrent en « *dissidence* » par rapport à la collaboration de classe du PCF, nos objectifs se définissent comme suit: 1) La recherche d'une expression et d'une intervention commune avec la Coordination Communiste et le groupe « Communistes » de Rolande Perlican, auquel nous devons reconnaître le rôle de premier violon; 2) Élargir l'alliance, à travers l'unité d'action des communistes éparpillés contre les politiques du gouvernement et orienter l'activité des différents regroupements en direction des luttes ouvrières et populaires; 3) Poursuivre le travail idéologique et politique du CHB en vue de la bolchévisation et du rassemblement par l'unité d'action de l'ensemble du mouvement de résistance et de rejet du PCF mutant.